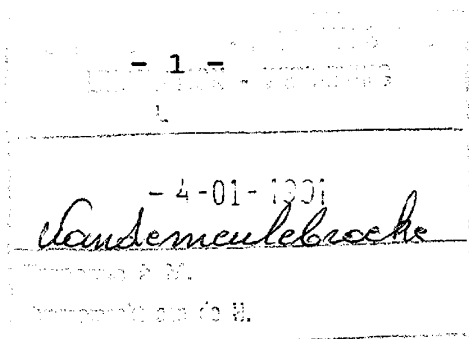


ST.

L. 20.439/9.



ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 12 décembre 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat", a donné le 17 décembre 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 12 december 1990 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State", heeft op 17 december 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. A côté de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat est réglée, dans des matières particulières, par des règlements spécifiques (cfr., par exemple, les arrêtés des 15 juillet 1956, 12 janvier 1977, 22 juillet 1981, 22 décembre 1988, 27 octobre 1989).

Ces règlements procèdent, dans certains cas, par voie de référence à diverses dispositions de l'arrêté du Régent du 23 août 1948. Certaines dispositions référées se trouvent incluses dans les modifications, d'autres pas.

Afin d'éviter des incohérences, il conviendra de mettre les dispositions de ces règlements particuliers en concordance avec les modifications en projet, de même qu'il y aura lieu de revoir celles-ci afin de tenir compte des procédures particulières.

2. Dans un souci d'uniformité de la terminologie, il faudrait éviter les termes "partie défenderesse" puisque l'arrêté du 23 août 1948 utilise, à tort ou à raison, les termes "partie adverse", quitte à ce que, si l'on procède ultérieurement à une coordination de l'ensemble des dispositions de procédure, il soit définitivement opté pour l'une ou pour l'autre expression.

De même, le terme "notification" devrait être préféré à celui de "signification", bien que ce dernier terme soit utilisé dans la loi du 17 octobre 1990.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.PREAMBULE.

1. Il convient, selon l'usage, de rappeler, pour chacun des articles que le projet tend à modifier, les modifications déjà intervenues.

L'alinéa 2 devrait dès lors être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, notamment les articles 6, 7 et 9, et les articles 14, 15 et 91, modifiés par l'arrêté royal du 15 juillet 1956;"

2. Dans le proposant, il y a lieu d'écrire "en Conseil" dans le texte français.

DISPOSITIF.Article 1er.

Dans l'article 3bis en projet, la deuxième phrase de l'alinéa 1er pourrait être rédigée plus simplement comme

.../...

suit : "L'autorité qui la reçoit la transmet, le cas échéant, à l'autorité compétente".

Article 2.

Le texte en projet ne répond que partiellement aux observations que le Conseil d'Etat avait faites dans un avis donné le 20 avril 1990, sous la référence L. 19.801/VR.

Le cas où le requérant n'a pas apposé les timbres requis n'est, en effet, pas le seul dans lequel il pourrait être utile que le délai de quinze jours soit interrompu. Il se peut notamment que la requête soit transmise en un nombre d'exemplaires insuffisant ou encore que l'acte attaqué ne soit pas joint, que le rôle linguistique du requérant ne soit pas indiqué ou qu'il faille obtenir le dossier administratif de la juridiction qui a rendu la décision attaquée (1).

Dans ces différents cas - à l'exception du cas où, faute d'apposition des timbres, l'affaire n'a pas pu être enrôlée -, le greffier en chef devrait, à s'en tenir au texte en projet, déjà transmettre une copie de la requête à la partie adverse. Cependant, il serait regrettable que cette transmission puisse servir de point de départ du délai pour le dépôt du mémoire en réponse; par ailleurs, cette transmission alourdirait inutilement les tâches administratives du greffe. Certes, le délai de quinze jours n'est

(1) Tel est le cas, en particulier, lorsque la requête est introduite par un C.P.A.S. contre une décision de la Chambre de recours.

qu'un délai d'ordre, mais il n'est pas souhaitable que les services du greffe paraissent trop souvent en infraction par rapport à ce délai.

L'alinéa 1er en projet devrait être rédigé comme suit :

"Dès qu'il peut le faire utilement, le greffier en chef envoie une copie de la requête à la partie adverse. Celle-ci a soixante jours pour transmettre au greffe un mémoire en réponse ainsi que le dossier administratif, s'il est en sa possession".

L'emploi de l'adverbe "utilement", qui couvre toutes les hypothèses et fait au greffier en chef une confiance qu'il mérite, pourrait être expliqué dans le rapport au Roi par la référence aux exemples qui viennent d'être cités.

Article 5.

La modification contenue au 1° ne se justifie pas. Le texte français actuel de l'article 14 du règlement de procédure utilise déjà l'expression "Sur le vu".

Article 6.

Tel qu'il est rédigé, l'article 15 en projet, par la référence qu'il contient aux articles 12 et 13 du règlement, fixe à la date où le rapport est daté et signé,

le point de départ du délai de douze mois dans lequel l'arrêt doit être prononcé.

Comme, par ailleurs, c'est la notification de l'ordonnance de dépôt ou rapport qui fait courir le délai pour le dépôt du dernier mémoire, il y aurait lieu, pour prévenir toute mauvaise interprétation, de préciser dans le rapport au Roi la portée exacte de la référence aux articles 12 et 13.

Pour ce surplus, l'article serait rédigé plus correctement comme suit :

"L'article 15 du même arrêté, ..., est remplacé par la disposition suivante :

"Article 15. L'arrêt doit être prononcé dans les douze mois ... (la suite comme au projet)".

Articles 7 et 8 (devenant l'article 7).

1. Les articles 7 et 8 du projet mélangent les dispositions que requiert l'exécution des alinéas 2 à 6 de l'article 21 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, lesquels alinéas ont trait à des hypothèses distinctes. Il convient de consacrer une disposition séparée du projet à chacune de ces hypothèses.

2. L'article 15bis en projet procède à l'exécution de l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées. Cette dernière disposition soulève un problème d'interprétation relatif au sens à donner au mot "mémoire" : ce terme couvre-t-il les derniers mémoires ?

L'article 21, alinéa 2, a été conçu dans l'optique d'une suppression des derniers mémoires (voir l'exposé des motifs, Doc. parl. Sénat, 1989-1990, n° 984/1, page 3), de sorte que le législateur n'a pu avoir l'intention de viser, par ce texte, les derniers mémoires. En outre, l'application de cette disposition aux derniers mémoires risque de conduire à des difficultés d'interprétation, notamment quant à la nécessité du dépôt d'un nouveau rapport, et à une confusion entre les champs d'application respectifs des dispositions procurant exécution à l'alinéa 2 et à l'alinéa 6 de l'article 21. Il est indispensable qu'un rapport au Roi précise que l'article 15bis en projet ne vise que les mémoires antérieurs au rapport.

Le paragraphe 2 de l'article 15bis vise à tort la notification de la requête à la partie adverse et la "signification" du rapport, qui ont trait à des hypothèses échappant au champ d'application de cet article.

3. Il serait préférable d'insérer les modifications en projet après l'article 14 du règlement de procédure.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 14bis. § 1er. En cas d'application de l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées, le membre de l'auditorat désigné fait rapport dans les huit jours de l'expiration des délais (1).

(Alinéas 2 et 3 comme au projet, sauf à remplacer "le président ou le conseiller qu'il désigne" par "la chambre" et à prévoir, à l'alinéa 2, la convocation de la partie intervenante).

§ 2. Lors de l'envoi d'une copie du mémoire en réponse à la partie requérante, le greffier en chef fait mention de l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées".

4. Un nouvel article 14ter devrait être inséré qui reprendrait les dispositions relatives à l'exécution de l'article 21, alinéas 3 à 5, des lois coordonnées :

"Article 14ter. Lors de l'envoi d'une copie de la requête à la partie adverse, le greffier en chef fait mention de l'article 21, alinéas 3 à 5, des lois coordonnées".

5. Un nouvel article 14quater réglerait l'hypothèse visée à l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées

(1) La loi exige que ce soit la section qui statue sans prévoir la possibilité, dans ce cas, que le Roi instaure des règles dérogatoires au principe posé par l'article 90 des lois coordonnées.

en évitant de reproduire des dispositions qui figurent déjà dans la loi :

"Article 14quater. § 1er. La demande de poursuite de la procédure visée à l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées est introduite par lettre recommandée à la poste.

Lorsque aucune demande n'est introduite dans le délai prévu par l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées, le membre de l'auditorat désigné fait rapport dans les huit jours de l'expiration de ce délai.

(Alinéas 2 et 3, comme à l'article 15ter en projet (article 8 du projet) sauf à remplacer "le président ou le conseiller qu'il désigne" par "la chambre" et à prévoir, à l'alinéa 2, la convocation de la partie intervenante).

§ 2. Lors de la notification du rapport aux parties, le greffier en chef fait mention de l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées, ainsi que du paragraphe 1er de la présente disposition".

Il conviendrait d'ajouter une disposition prévoyant la notification du rapport à la partie adverse et à la partie intervenante.

6. En conséquence, la phrase liminaire de l'article 7 devrait être rédigée comme suit :

"Des articles 14bis, 14ter et 14quater rédigés comme suit, sont insérés dans le même arrêté".

7. Si, comme on peut le penser, l'intention de l'auteur du projet est bien de ne pas subordonner à une ordonnance de la chambre la notification du rapport aux parties, la précision mériterait d'être fournie dans le rapport au Roi.

Article 9 (devenant l'article 8).

L'article serait mieux rédigé comme suit, d'une part, pour tenir compte du rétablissement d'un seul article dans un chapitre qui, avant son abrogation par la loi du 17 octobre 1990, en comportait trois, d'autre part, pour ne pas répéter inutilement, dans le texte en projet, des dispositions qui figurent déjà dans la loi elle-même :

"L'article 52 du même arrêté, abrogé par la loi du 17 octobre 1990 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, est rétabli, dans la rédaction suivante, sous l'intitulé "Chapitre II. De l'intervention" :

"Article 52. En cas d'application de l'article 21bis, § 2, alinéas 3 et 4, des lois coordonnées, le président de la chambre saisie du recours convoque le requérant, la partie adverse et la partie intervenante à comparaître devant la

chambre dans les trente jours de la demande de dépôt du dossier administratif.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, la chambre statue sans délai".

Article 10 (devenant l'article 9).

Afin de présenter avec plus de clarté les règles particulières de procédure qui s'appliqueront aux demandes dont le fondement, la non-recevabilité ou le non-fondement sont manifestes, sans pour autant affecter la présentation générale de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, il serait préférable de distraire du titre VIII, intitulé "Dispositions générales", de cet arrêté, les règles particulières précitées et de les grouper dans un titre IX. Ce procédé n'entraînerait le déplacement que d'un seul article, l'actuel article 93.

Le texte suivant est proposé (1) :

"Article 9.-

Dans le même arrêté, le titre IX, intitulé "Disposition transitoire", est remplacé par un titre IX, intitulé "Des demandes dont le fondement, la non-recevabili-

(1) Les règles spéciales de procédure trouvent leur fondement légal dans l'article 30, alinéa 3, nouveau des lois coordonnées.

té ou le non-fondement sont manifestes", comprenant les articles 93 et 94, rédigés comme suit :

"Article 93. Lorsqu'il apparaît, sur le vu de la requête, que le Conseil d'Etat n'est manifestement pas compétent ou que la demande est manifestement irrecevable ou non fondée, le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport, conformément à l'article 12, au président de la chambre saisie de l'affaire (1).

Le président convoque le requérant, la partie adverse et la partie intervenante à comparaître devant lui à bref délai et au plus tard le dixième jour après le dépôt du rapport; celui-ci est joint à la convocation.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, le président statue sans délai.

S'il estime, par son arrêt, que le Conseil d'Etat est manifestement incompétent ou si son arrêt rejette la demande comme manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, l'affaire est définitivement tranchée.

(1) Le texte proposé ne reprend pas les mots "Sans préjudice de l'article 15bis". Cette expression paraît impliquer que l'auditeur rapporteur doive attendre qu'aient été échangés les mémoires en réponse et en réplique ou que les délais prévus à cette fin soient expirés. Si telle était l'intention du Ministre, il conviendrait de la préciser par un texte exprès et de supprimer, dans la disposition proposée, les mots "sur le vu de la requête".

S'il n'estime pas par son arrêt que le Conseil d'Etat est manifestement incompétent ou si son arrêt ne rejette pas la demande comme manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, la procédure est poursuivie conformément au présent arrêté (1).

Article 94. Lorsqu'il apparaît, sur le vu du dossier administratif, que la demande est manifestement fondée, le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport, conformément à l'article 12, au président de la chambre saisie de l'affaire.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 93 sont applicables.

Si le président de la chambre estime dans son arrêt, que la demande est manifestement fondée, l'affaire est définitivement tranchée.

Dans le cas contraire, la procédure est poursuivie conformément au présent arrêté".

(1) Le texte proposé ne reprend pas la disposition en projet relative au cours du délai. Cette disposition qui, telle qu'elle est rédigée, est de nature à soulever nombre de problèmes d'interprétation et d'application, est, en effet, inutile puisque l'effet interruptif du délai est nécessairement impliqué par la procédure mue en vertu de l'article 93 proposé.

Article 10.-

L'article 93 actuel du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1988, en devient l'article 95, sous l'intitulé "Titre X. - Disposition finale".

Articles nouveaux.

1. En raison des textes proposés ci-avant, il y aurait lieu d'insérer un article, rédigé comme suit, portant abrogation des alinéas 2 et 3 de l'article 91 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 :

"Article 11.-

Dans l'article 91 du même arrêté, l'alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, et l'alinéa 3 sont abrogés".

2. Pour la même raison, il y aurait lieu de compléter le projet par une disposition qui adapte aux modifications proposées ci-dessus les arrêtés royaux énumérés ci-après où il est fait référence à l'article 91 du même arrêté :

1° arrêté royal du 15 juillet 1956 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par l'article 76bis de la loi électorale communale, article 11, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1982;

- 2° arrêté royal du 12 janvier 1977 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par les articles 18, 21 et 22 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, article 11;
- 3° arrêté royal du 22 décembre 1988 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en cas de recours prévu par l'article 25ter de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, et par l'article 68bis de la loi électorale communale, article 8;
- 4° arrêté royal du 27 octobre 1989 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat saisie d'une demande de suspension, article 18;
- 5° arrêté royal du 12 mars 1976 fixant la date à laquelle certains articles de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, entrent en vigueur et portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, article 9, § 7;
- 6° arrêté royal du 22 juillet 1981 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en cas de recours contre des décisions prévues par la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, article 14;

7° arrêté royal du 15 mai 1985 relatif aux activités des institutions privées de prévoyance, article 6, § 7.

Article 11 (devenant l'article 13).

Si le texte du projet est maintenu dans sa rédaction actuelle, comme les lois modificatives de procédure sont d'application immédiate, les affaires en cours au 1er janvier 1991 auront été commencées sous l'empire des dispositions abrogées et devront être poursuivies sous l'empire des dispositions nouvelles. Cet article aurait notamment pour effet qu'une des parties aurait pu bénéficier d'une prorogation de délai dont l'autre partie serait privée.

Afin de remédier à cette anomalie, le texte suivant est proposé :

"Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1991.

Les affaires introduites par des requêtes déposées sous pli recommandé à la poste avant la date fixée à l'alinéa 1er, seront instruites et jugées conformément aux dispositions antérieures".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Behalve door het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 wordt de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, wat bijzondere aangelegenheden betreft, ook geregeld door specifieke verordeningen (zie bijvoorbeeld de besluiten van 15 juli 1956, 12 januari 1977, 22 juli 1981, 22 december 1988, 27 oktober 1989).

In die verordeningen wordt in sommige gevallen gewerkt met verwijzingen naar verschillende bepalingen van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948. Sommige bepalingen waarnaar wordt verwezen, zijn in de ontworpen wijzigingen opgenomen, andere niet.

Om een gebrek aan samenhang te vermijden zullen de bepalingen van die bijzondere verordeningen in overeenstemming moeten worden gebracht met de ontworpen wijzigingen en zullen die wijzigingen ook moeten worden herzien om rekening te houden met de bijzondere procedures.

2. Ter wille van de eenvormigheid van de terminologie zouden de woorden "verwerende partij" moeten worden vermeden omdat in het besluit van 23 augustus 1948 terecht of ten onrechte het woord "tegenpartij" wordt gebruikt; het is mogelijk dat als later een coördinatie wordt uitgevoerd van alle bepalingen betreffende de rechtspleging, definitief de ene of de andere uitdrukking wordt gekozen.

Evenzo zou aan het woord "kennisgeving" de voorkeur moeten worden gegeven boven het woord "betekening", hoewel dit laatste woord in de wet van 17 oktober 1990 wordt gebruikt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

AANHEF.

1. Het is gebruikelijk om voor elk artikel dat door het ontwerp gewijzigd zou worden, melding te maken van de reeds aangebrachte wijzigingen.

Het tweede lid zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, inzonderheid op de artikelen 6, 7 en 9, en de artikelen 14, 15 en 91, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956;"

2. In het voordrachtformulier schrijve men in het Frans "en Conseil".

BEPALEND GEDEELTE.Artikel 1.

In het ontworpen artikel 3bis zou de tweede zin van het eerste lid eenvoudiger kunnen worden geredigeerd als volgt : "De overheid die deze kopie ontvangt, bezorgt ze desgevallend aan de bevoegde overheid".

Artikel 2.

De ontworpen tekst is slechts gedeeltelijk in overeenstemming met de opmerkingen die de Raad van State had gemaakt in een advies dat op 20 april 1990 werd gegeven onder het nummer L. 19.801/VR.

Het geval dat verzoeker de vereiste zegels niet heeft aangebracht is immers niet het enige geval waarin het nuttig zou kunnen zijn dat de termijn van vijftien dagen wordt gestuit. Het is met name mogelijk dat het verzoekschrift in een onvoldoende aantal exemplaren wordt verstuurd of nog dat de bestreden handeling er niet is bijgevoegd, dat de taalrol van verzoeker niet vermeld is of dat men het administratief dossier moet krijgen van het rechtscollege dat de bestreden beslissing heeft genomen (1).

(1) Dat is meer bepaald het geval als het beroep door een O.C.M.W. wordt ingesteld tegen een beslissing van de beroepskamer.

In al die verschillende gevallen - met uitzondering van het geval waarin de zaak niet op de rol kon worden ingeschreven omdat geen zegels waren aangebracht - zou de hoofdgriffier, als men zich aan de ontworpen tekst houdt, al een kopie van het verzoekschrift aan de tegenpartij moeten sturen. Nochtans zou het te betreuren zijn mocht die verzending als uitgangspunt van de termijn voor het indienen van de memorie van antwoord dienen; ze zou bovendien de administratieve taken van de griffie onnodig verzwaren. De termijn van vijftien dagen is weliswaar slechts een termijn voor orde maar het is niet wenselijk dat de diensten van de griffie die termijn al te vaak lijken te overschrijden.

Het ontworpen eerste lid zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"Zodra het nuttig is, stuurt de hoofdgriffier een kopie van het verzoekschrift aan de tegenpartij. Deze beschikt over een termijn van zestig dagen om aan de griffie een memorie van antwoord en, zo het in haar bezit is, het administratief dossier te doen geworden".

Het gebruik van het woord "nuttig", dat alle mogelijkheden dekt en aan de hoofdgriffier het vertrouwen schenkt dat hij verdient, zou in het verslag aan de Koning kunnen worden uitgelegd door te verwijzen naar de bovenvermelde voorbeelden.

Artikel 5.

De wijziging in punt 1° is niet gerechtvaardigd. In de huidige Franse tekst van artikel 14 van de procedure-regeling wordt de uitdrukking "Sur le vu" al gebruikt.

Artikel 6.

Zoals het ontworpen artikel 15 geredigeerd is, bepaalt het, door de verwijzing naar de artikelen 12 en 13 van de procedureregeling, dat de termijn van twaalf maanden waarin het arrest moet worden uitgesproken, ingaat op de datum waarop het verslag gedagtekend en ondertekend is.

Aangezien bovendien de kennisgeving van de beschikking waarbij de neerlegging van het verslag wordt bevolen, de termijn voor het indienen van de laatste memorie doet ingaan, zou, om een verkeerde interpretatie te vermijden, in het verslag aan de Koning de juiste betekenis van de verwijzing naar de artikelen 12 en 13 duidelijk moeten worden gemaakt.

Voor het overige zou het artikel juister geredigeerd zijn als volgt :

"Artikel 15 van hetzelfde besluit, ..., wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 15. Het arrest moet worden uitgesproken binnen twaalf maanden ... (voorts zoals in het ontwerp)"".

Artikelen 7 en 8 (die artikel 7 worden).

1. De artikelen 7 en 8 van het ontwerp zijn een mengeling van de bepalingen die vereist zijn voor de uitvoering van het tweede tot het zesde lid van artikel 21 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, welke leden handelen over afzonderlijke gevallen. Aan elk van die gevallen moet een aparte bepaling van het ontwerp worden gewijd.

2. Het ontworpen artikel 15bis zorgt voor de uitvoering van artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten. Laatstgenoemde bepaling doet een probleem rijzen over de interpretatie van het woord "memorie" : zijn de laatste memories in dat woord begrepen ?

Bij artikel 21, tweede lid, is uitgegaan van een afschaffing van de laatste memories (zie memorie van toelichting, Gedr. St. Senaat, 1989-1990, nr. 984/1, bladzijde 3) zodat de wetgever niet de bedoeling kan hebben gehad met die tekst te doelen op de laatste memories. Bovendien bestaat het gevaar dat de toepassing van die bepaling op de laatste memories leidt tot interpretatiemoeilijkheden, in het bijzonder omtrent de noodzaak om een nieuw verslag in te dienen, en tot verwarring tussen de respectieve werkingssferen van de bepalingen die uitvoering verlenen aan het tweede lid en aan het zesde lid van artikel 21. Het

is absoluut noodzakelijk dat in een verslag aan de Koning duidelijk wordt gemaakt dat het ontworpen artikel 15bis slechts doelt op de memories die aan het verslag voorafgaan.

In paragraaf 2 van artikel 15bis is ten onrechte sprake van de kennisgeving van het verzoekschrift aan de tegenpartij en van de "betekening" van het verslag, die gevallen betreffen die buiten de werkingssfeer van dat artikel vallen.

3. Het zou beter zijn om de ontworpen wijzigingen na artikel 14 van de procedureregeling in te voegen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 14bis. § 1. In geval van toepassing van artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten brengt het aangewezen lid van het auditoraat verslag uit binnen acht dagen na het verstrijken van de termijnen (1).

(Het tweede en het derde lid zoals in het ontwerp, behalve dat "de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad" wordt vervangen door "de kamer" en dat in het tweede lid wordt voorzien in de oproeping van de tussenko-mende partij).

(1) De wet vereist dat de afdeling uitspraak doet en voorziet in dat geval niet in de mogelijkheid dat de Koning voorschriften vaststelt die afwijken van het beginsel dat is neergelegd in artikel 90 van de gecoördineerde wetten.

§ 2. Bij het versturen van een kopie van de memorie van antwoord aan de verzoekende partij, maakt de hoofdgriffier melding van artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten".

4. Er zou een nieuw artikel 14ter moeten worden ingevoegd waarin de bepalingen betreffende de uitvoering van artikel 21, derde tot vijfde lid, van de gecoördineerde wetten zouden worden opgenomen :

"Artikel 14ter. Bij het versturen van een kopie van het verzoekschrift aan de tegenpartij maakt de hoofdgriffier melding van artikel 21, derde tot vijfde lid, van de gecoördineerde wetten".

5. Een nieuw artikel 14quater zou het geval regelen bedoeld in artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten, waardoor wordt vermeden dat bepalingen die reeds in de wet voorkomen, worden herhaald :

"Artikel 14quater. § 1. Het verzoek tot voortzetting van de procedure, bedoeld in artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten, wordt bij ter post aangetekende brief ingediend.

Wanneer binnen de door artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten gestelde termijn geen verzoek is ingediend, doet het aangewezen lid van het auditoraat verslag binnen acht dagen na het verstrijken van die termijn.

(Het tweede en het derde lid, zoals in het ontworpen artikel 15ter (artikel 8 van het ontwerp) behalve dat "de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad" wordt vervangen door "de kamer" en dat in het tweede lid moet worden bepaald dat de tussenkommende partij wordt opgeroepen).

§ 2. Bij het kennis geven van het verslag aan de partijen, maakt de hoofdgriffier melding van artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten en van paragraaf 1 van deze bepaling".

Hieraan zou een bepaling moeten worden toegevoegd waarin wordt voorgeschreven dat van het verslag aan de tegenpartij en aan de tussenkommende partij kennis wordt gegeven.

6. Dientengevolge zou de volzin die artikel 7 inleidt als volgt moeten luiden :

"Artikelen 14bis, 14ter en 14quater, die als volgt luiden, worden in hetzelfde besluit ingevoegd".

7. Indien het, zoals kan worden gedacht, wel degelijk de bedoeling van de steller van het ontwerp is dat er voor de kennisgeving van het verslag aan de partijen geen beschikking van de kamer nodig is, zou het nuttig zijn zulks in het verslag aan de Koning te preciseren.

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Wil men, enerzijds, rekening houden met het wederopnemen van één enkel artikel in een hoofdstuk dat er, vóór het bij de wet van 17 oktober 1990 werd opgeheven, drie bevatte, en er anderzijds voor zorgen dat bepalingen die reeds in de wet zelf voorkomen, niet nodeloos worden herhaald in de ontworpen tekst, dan zou het beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 52 van hetzelfde besluit, opgeheven bij de wet van 17 oktober 1990 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, en van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing onder het opschrift "Hoofdstuk II. De tussenkomst" :

"Artikel 52. In geval van toepassing van artikel 21bis, § 2, derde en vierde lid, van de gecoördineerde wetten, roept de voorzitter van de kamer waarbij het beroep aanhangig is, de verzoeker, de tegenpartij en de tussenkomende partij op om binnen dertig dagen na het verzoek tot neerleg-

ging van het administratief dossier voor de kamer te verschijnen.

Na de partijen en het advies van de auditeur te hebben gehoord, doet de kamer onverwijld uitspraak".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Wil men een duidelijker inzicht geven in de bijzondere procedureregels die van toepassing zullen zijn op de vorderingen die kennelijk gegrond, niet-ontvankelijk of niet-gegrond zijn, zonder dat de algemene inrichting van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 wordt gewijzigd, dan zou het beter zijn de eerdergenoemde bijzondere regels uit titel VIII, luidende "Algemene bepalingen", van dat besluit te lichten en ze samen te brengen in een titel IX. Met aanwending van dit procédé wordt slechts één artikel, namelijk het huidige artikel 93, van plaats veranderd.

De volgende tekst wordt voorgesteld (1) :

"Artikel 9.-

In hetzelfde besluit wordt titel IX, luidende "Overgangsbepaling", vervangen door een titel IX, luidende "Vorderingen die kennelijk gegrond, niet-ontvankelijk of niet-gegrond zijn", die de artikelen 93 en 94 omvat, welke als volgt luiden :

(1) De bijzondere procedureregels vinden hun rechtsgrond in het nieuwe artikel 30, derde lid, van de gecoördineerde wetten.

"Artikel 93. Wanneer na inzage van het verzoekschrift blijkt dat de Raad van State kennelijk niet bevoegd is of dat de vordering kennelijk niet-ontvankelijk of niet-gegrond is, doet het aangewezen lid van het auditoraat onmiddellijk verslag, overeenkomstig artikel 12, aan de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is (1).

De voorzitter roept de verzoeker, de tegenpartij en de tussenkomende partij op om op korte termijn en uiterlijk de tiende dag na de neerlegging van het verslag voor hem te verschijnen; dat verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

Na de partijen en het verslag van de auditeur te hebben gehoord, doet de voorzitter onverwijld uitspraak.

Indien hij bij zijn arrest oordeelt dat de Raad van State kennelijk onbevoegd is of indien zijn arrest de vordering als kennelijk niet-ontvankelijk of kennelijk ongegrond afwijst, wordt de zaak definitief beslecht.

Indien hij bij zijn arrest niet oordeelt dat de Raad van State kennelijk onbevoegd is of indien zijn arrest

(1) In de voorgestelde tekst zijn de woorden "onverminderd artikel 15bis" niet terug te vinden. Die uitdrukking lijkt in te houden dat de auditeur-verslaggever moet wachten tot de memories van antwoord en van wederantwoord zijn uitgewisseld of totdat de daartoe gestelde termijnen zijn verstreken. Indien dit de bedoeling is van de Minister zou dit met een uitdrukkelijke tekst moeten worden gepreciseerd en zouden de woorden "na inzage van het verzoekschrift" in de voorgestelde bepaling moeten vervallen.

de vordering niet als kennelijk niet-ontvankelijk of als kennelijk ongegrond afwijst, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig dit besluit (1).

Artikel 94. Wanneer na inzage van het administratief dossier blijkt dat de vordering kennelijk gegrond is, brengt het aangewezen lid van het auditoraat overeenkomstig artikel 12 onmiddellijk verslag uit aan de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is.

Lid 2 en lid 3 van artikel 93 zijn toepasselijk.

Indien de voorzitter van de kamer in zijn arrest van oordeel is dat de vordering kennelijk gegrond is, wordt de zaak definitief beslecht.

In het tegenovergestelde geval wordt de procedure voortgezet overeenkomstig dit besluit".

Artikel 10.-

Het huidige artikel 93 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1988, wordt artikel 95 van dat besluit, onder het opschrift "Titel X - Slotbepaling".

(1) De bepaling betreffende de looptijd van de termijn wordt niet overgenomen in de voorgestelde tekst. Die bepaling die, zoals ze luidt, heel wat problemen kan doen rijzen bij de uitlegging en de toepassing, is immers overbodig omdat het stuitingseffect van de termijn noodzakelijkerwijs voortvloeit uit de krachtens het voorgestelde artikel 93 ingestelde procedure.

Nieuwe artikelen.

1. Wegens de hiervoren voorgestelde teksten, zou er een artikel moeten worden ingevoegd dat de opheffing van het tweede en het derde lid van artikel 91 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 behelst en als volgt luidt :

"Artikel 11.-

In artikel 91 van hetzelfde besluit worden het tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, en het derde lid opgeheven".

2. Om dezelfde reden zou het ontwerp moeten worden aangevuld met een bepaling die de hieronder opgesomde koninklijke besluiten, waarin wordt verwezen naar artikel 91 van hetzelfde besluit, aanpast aan de hierboven voorgestelde wijzigingen :

- 1° het koninklijk besluit van 15 juli 1956 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76bis van de gemeentekieswet, artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1982;
- 2° het koninklijk besluit van 12 januari 1977 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld door de artikelen 18, 21 en 22 van de organieke wet van 8 juli

1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, artikel 11;

- 3° het koninklijk besluit van 22 december 1988 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep als bedoeld bij artikel 25ter van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, en bij artikel 68bis van de gemeentekieswet, artikel 8;
- 4° het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 tot bepaling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, waarbij een vordering tot schorsing aanhangig is gemaakt, artikel 18;
- 5° het koninklijk besluit van 12 maart 1976 tot vaststelling van de datum waarop sommige artikelen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen in werking treden en houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, artikel 9, § 7;
- 6° het koninklijk besluit van 22 juli 1981 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep tegen de beslissingen bedoeld in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 14;

7° het koninklijk besluit van 15 mei 1985 betreffende de activiteiten van de private verzorgingsinstellingen, artikel 6, § 7.

Artikel 11 (dat artikel 13 wordt).

Wordt de tekst van het ontwerp in zijn huidige redactie behouden, dan zullen de zaken die op 1 januari 1991 hangende zijn, ingeleid zijn onder de gelding van de opgeheven bepalingen en zullen ze moeten worden voortgezet onder de gelding van de nieuwe bepalingen, aangezien de wetten die de rechtspleging wijzigen onmiddellijk van toepassing zijn. Dat artikel zou inzonderheid tot gevolg hebben dat één van de partijen een termijnverlenging zou hebben kunnen krijgen welke de andere partij ontzegd zou zijn.

Om die anomalie te vermijden, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991.

De zaken die ingeleid zijn met een ter post aangezekend verzoekschrift dat is ingediend vóór de in het eerste lid bepaalde datum, worden behandeld en berecht overeenkomstig de vroegere bepalingen".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

président,
voorzitter,

R. ANDERSEN,
M. LEROY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Les rapports ont été présentés par MM. W. VAN ASSCHE, auditeur général, et M. QUINTIN, auditeur. La note du bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSKY, référendaire adjoint.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. W. VAN ASSCHE, auditeur-generaal, en M. QUINTIN, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

P. TAPIE.